



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Reprise de la quarante-septième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 30 octobre 1969,
à 15 h 15

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 5 de l'ordre du jour :	
Rapport du Fonds monétaire international (<i>fin</i>)	41
Point 2 de l'ordre du jour :	
Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans les domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences des Nations Unies	45

Président : M. Raymond SCHEYVEN (Belgique).

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (*fin*) [E/4747]

1. M. AKSIN (Turquie) dit que l'année écoulée a été une année où les relations monétaires internationales ont connu beaucoup de remous; aussi est-il rassurant que le Fonds monétaire international s'emploie activement à réduire au minimum les effets perturbateurs des tensions et déséquilibres; si le commerce mondial s'est constamment développé et si la coopération monétaire internationale s'est intensifiée au cours des 25 dernières années, c'est en grande partie parce que les efforts du Fonds ont été efficaces.

2. Dans son rapport, le Fonds traite des pressions inflationnistes qui se sont fait sentir dans les pays industrialisés au cours de l'année écoulée. Bien que la tendance à l'inflation se soit accompagnée d'une expansion économique et de l'accroissement de la demande de produits en provenance des pays en voie de développement, les déséquilibres inhérents à toute situation inflationniste ont eu des effets néfastes sur les échanges et sur la politique des pays développés en matière d'aide et, fait plus important, ils ont affecté les termes de l'échange. Les prix des produits industriels ont augmenté beaucoup plus rapidement que ceux des produits primaires, ce qui a nui à la croissance économique des pays en voie de développement. Il ressort du rapport que l'application à une large échelle de mesures monétaires visant à enrayer l'inflation a été l'une des causes de l'augmentation en flèche des taux d'intérêt. Il importe que les gouvernements élaborent des politiques tendant à ce que l'on opère des ajustements en nuisant le moins possible aux relations économiques internationales et en particulier au développement des pays en voie de développement; le Fonds est bien placé pour rendre de précieux services dans ce sens.

3. Comme le commerce international s'est beaucoup développé ces derniers temps, alors que l'accroissement des

réserves a été relativement lent, il a été absolument nécessaire de redresser la situation, car autrement l'expansion risquait d'être freinée. La délégation turque se félicite donc de la création des nouvelles liquidités internationales sous forme de droits de tirage spéciaux qui permettront au commerce mondial de se développer encore au profit tant des pays développés que des pays en voie de développement et qui devraient faciliter l'octroi par les pays industrialisés d'une aide plus importante et qui soit moins souvent liée. Il est à espérer que la mise en application du système de droits de tirage spéciaux aura pour effet d'accroître sensiblement les ressources de l'IDA, car autrement les principaux bénéficiaires du système seraient les pays industrialisés. Si les liquidités créées ne sont pas gérées avec prudence, le système de droits de tirage spéciaux pourrait fort bien avoir pour effet d'aggraver le problème de l'inflation; la délégation turque est néanmoins tout à fait persuadée que le Fonds pourra résoudre la situation de façon satisfaisante. Elle espère, d'autre part, qu'au cours de la cinquième révision quinquennale des quotes-parts des membres du Fonds qui aura lieu prochainement, on tiendra pleinement compte des besoins spéciaux des pays en voie de développement et qu'on ne réduira pas leur part relative de l'ensemble des quotes-parts des membres du Fonds.

4. On a tiré des leçons de l'expérience des pays qui cherchent à favoriser le développement, mais ces leçons ne sont pas toujours faciles à appliquer dans la pratique. Le fait, par exemple, que l'inflation ne puisse assurer un développement satisfaisant est fort bien connu du Gouvernement turc, qui a réussi dans les années 60 à maintenir plus ou moins la stabilité des prix, qui a constamment révisé ses plans de développement et qui, en établissant des plans annuels de réalisation, a été en mesure de tenir compte de la conjoncture. Le Gouvernement turc est par ailleurs conscient de la nécessité d'orienter l'industrie vers l'exportation en la rendant compétitive et, par suite des efforts qui ont été faits dans ce sens en Turquie, un plus grand nombre de produits industriels turcs prennent pied sur les marchés d'exportation internationaux.

5. M. DECASTIAUX (Belgique) dit que l'un des faits qui frappent dans le rapport du Fonds c'est la preuve qu'il fournit de ce qu'une économie mondiale qui se développe du point de vue tant de la production que des échanges peut en même temps enregistrer des revers par suite des déséquilibres provoqués par les tendances inflationnistes qui se font sentir dans la plupart des pays développés. Un moyen important de remédier à la situation consiste pour ces pays à appliquer des politiques monétaires et fiscales satisfaisantes. L'économie des pays en voie de développement est fragile et subit le contrecoup des perturbations économiques qui sévissent dans les pays développés. Il convient donc de suivre de près le programme relatif aux balances des paiements et les politiques budgétaires et

fiscales. Si les budgets et les paiements continuent à être déséquilibrés, l'aide en faveur des pays en voie de développement demeurera une part résiduelle des budgets des pays développés. Il faudrait donc prendre en considération l'idée d'un budget de développement structuré en fonction de plans à long terme.

6. M. Decastiaux se félicite que le Fonds s'engage à assurer le développement et espère que l'on tiendra compte des besoins spéciaux des pays en voie de développement lorsque l'on discutera du prochain relèvement des quotes-parts et aussi lorsqu'il s'agira d'appliquer le nouveau système de droits de tirage spéciaux. L'idée qu'il devrait y avoir un lien entre la répartition des droits de tirage spéciaux et le processus de développement est intéressante; aussi M. Decastiaux pense-t-il que les pays développés considéreront peut-être dans l'avenir que la création de nouvelles liquidités est un moyen de transférer davantage de ressources aux pays en voie de développement.

7. Enfin, il tient à rendre hommage au Fonds pour l'importance de l'assistance technique qu'il fournit à ses membres et de ses activités dans le domaine de la formation.

8. M. SULEIMAN (Libye) estime que l'aptitude du Fonds à adapter sa politique et ses opérations aux besoins changeants de l'économie mondiale a été démontrée, entre autres, par le deuxième relèvement des quotes-parts des membres, par la création de facilités de financement compensatoire en 1963, suivie de leur expansion en 1966 afin d'aider certains membres à surmonter leurs difficultés de balance des paiements dues à la contraction temporaire de leurs exportations de produits primaires, par la conclusion d'arrangements généraux d'emprunt ainsi que par l'expansion et le renforcement des programmes d'assistance technique du Fonds. Ces mesures répondent à ce qui est proprement le rôle du système monétaire international, qui est de faire en sorte que les liquidités internationales augmentent suffisamment pour que la production mondiale, les échanges et les paiements s'accroissent régulièrement et que le niveau de l'emploi soit élevé et de fournir des rouages internationaux permettant de renforcer la volonté individuelle et collective des pays d'empêcher le retour au marasme.

9. L'un des grands obstacles au développement des pays en voie de développement est dû à ce que les pays industrialisés sont préoccupés par le déficit de leur balance des paiements. C'est pour cela notamment qu'il y a lieu de réformer le système monétaire international. Un pas important a été franchi dans cette voie le 28 juillet 1968 lorsque est entré en vigueur l'amendement aux Statuts du Fonds qui introduit les droits de tirage spéciaux et apporte certaines modifications aux règles et pratiques du Fonds. Il est encourageant que ce système s'applique à tous les membres du Fonds sans distinction aucune et il est à espérer qu'il tiendra compte des problèmes des grands pays industriels, tels que la balance des paiements et l'inflation, aussi bien que des problèmes des pays en voie de développement, contribuant ainsi à leur développement économique, et plus particulièrement à leur croissance par le commerce grâce à une expansion satisfaisante des liquidités internationales. Une des contributions les plus importantes que le nouveau système pourrait apporter au succès de la deu-

xième Décennie du développement serait de supprimer les obstacles à l'expansion de l'aide créés par la crainte des difficultés de balance des paiements qu'elle entraîne. Il est en outre extrêmement important que les pays industrialisés élaborent des politiques de nature à contenir efficacement l'inflation.

10. La délégation libyenne partage l'opinion exprimée dans le rapport de la Commission Pearson selon laquelle, dans les pays où ils opèrent tous deux, le Fonds et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement devraient adopter des procédures qui permettent d'établir des évaluations unifiées par pays et de donner des avis cohérents quant aux politiques à suivre. S'ils le faisaient, les efforts seraient mieux coordonnés et les doubles emplois évités.

11. La délégation libyenne se félicite de l'admission du Yémen du Sud au Fonds; plus la composition du Fonds sera large et mieux il pourra jouer son rôle d'institution internationale favorisant l'harmonie et la discipline dans les affaires internationales et monétaires.

12. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) constate qu'après 25 années de coopération monétaire internationale le Fonds est arrivé à une étape importante de cette coopération en décidant de mettre en application le système de droits de tirage spéciaux. Non seulement cette décision est d'importance pour les pays industrialisés et pour ceux qui gèrent des devises de réserve, mais encore elle profitera à l'ensemble du monde y compris les pays en voie de développement. Les Etats-Unis ont toujours été persuadés que la création de liquidités internationales était dans l'intérêt de tous, devait être examinée par tous et contrôlée par le Fonds. L'importance de la question des droits de vote au Fonds a été quelque peu exagérée car le Fonds opère selon le principe qui veut que les décisions soient prises par l'accord le plus large possible de ses membres.

13. Le Gouvernement des Etats-Unis est convaincu que le Fonds continuera à agir dans l'intérêt du monde tout entier. Au cours de l'année écoulée, le Fonds a montré qu'il s'intéressait aux problèmes du monde en voie de développement en mettant des droits de tirage à la disposition des pays en voie de développement, en leur ouvrant des lignes de crédit et en s'occupant de plus en plus de la stabilisation des prix des produits primaires. C'est parce qu'il s'intéresse à ces problèmes qu'il a pris la décision d'aller au-delà des moyens de financement compensatoire afin de permettre aux membres de participer à des systèmes prévoyant l'établissement de stocks régulateurs lorsque ceux-ci sont appropriés aux produits primaires intéressés. Cette décision est importante car les débats concernant certains produits primaires ont souvent buté sur la question de savoir comment les stocks régulateurs devraient être financés.

14. La délégation des Etats-Unis attend avec intérêt la cinquième révision des quotes-parts des membres, qui permettra d'opérer non seulement un relèvement général des quotes-parts mais aussi des relèvements individuels spéciaux dans les cas où cela s'avérera souhaitable. Elle estime qu'on s'est un peu mépris sur la question; ce qu'on a appelé la formule de Bretton Woods n'a jamais imposé ni à Bretton Woods ni par la suite de limites rigides au montant des quotes-parts des membres puisque la situation de tel ou

tel membre intéressé a toujours été prise en considération. On a toujours tenu compte des besoins des pays en voie de développement et le Fonds a toujours usé sagement et généreusement de la latitude dont il jouissait de réviser les quotes-parts dans des cas spéciaux.

15. La délégation des Etats-Unis se félicite en particulier que le Fonds mette l'accent sur la nécessité pour les pays membres d'ajuster leurs politiques. Il est évident que l'augmentation des liquidités, quel que soit le moyen par lequel elle est obtenue, ne dispense pas les membres de la nécessité d'adapter leur politique à la situation dans laquelle ils se trouvent. Le Gouvernement des Etats-Unis reste ferme dans son intention de lutter contre l'inflation et de résoudre ses problèmes de balance des paiements, non seulement dans son propre intérêt mais dans celui du monde tout entier car, en dépit de la mise en application du système des droits de tirage spéciaux, le dollar demeure une importante monnaie de réserve pour tous les pays du monde.

16. M. ROUAMBA (Haute-Volta) dit que depuis quelques années le monde est périodiquement secoué par de graves crises monétaires, en face desquelles le Fonds s'est engagé dans un processus tendant à réduire le risque d'un effondrement du système monétaire international.

17. La question de la procédure à suivre pour examiner le rapport du Fonds est une question importante pour le Conseil. M. Rouamba ne pense pas qu'en un jour le Conseil puisse ajouter grand-chose aux discussions qui ont eu lieu entre les gouverneurs du Fonds avant la présentation du rapport, et il estime qu'il faudrait instituer une nouvelle procédure qui permette aux débats du Conseil d'apporter une contribution nouvelle et positive aux activités et aux politiques du Fonds. Il serait souhaitable que les Etats Membres n'appartenant pas au Fonds aient la possibilité de faire connaître leur opinion sur le rapport au Conseil.

18. Un certain nombre de questions relatives aux activités du Fonds présentent un intérêt particulier pour les Etats africains. La mise en place du système des droits de tirage spéciaux devrait permettre d'augmenter les échanges mondiaux. Il est à espérer que, grâce à ce système, une solution supplémentaire sera trouvée pour le financement des déficits de balance des paiements, permettant ainsi aux pays développés de contribuer davantage au financement de l'aide au développement. Il est à espérer également que les pays industrialisés examineront en temps opportun la possibilité de créer un lien entre les droits de tirage spéciaux et l'assistance au tiers monde. Il est regrettable que des préoccupations d'ordre strictement monétaire aient jusqu'à présent masqué la question du financement du développement des pays sous-développés.

19. Les représentants africains au Conseil d'administration du Fonds se sont quelque peu inquiétés des conséquences possibles de la révision des quotes-parts. Il est souhaitable que des solutions appropriées soient rapidement trouvées afin de stabiliser la structure actuelle du Fonds en fonction des conditions économiques, géographiques et politiques du monde moderne; la vocation du Fonds de servir de baromètre monétaire international est difficilement concevable sans une représentation équilibrée de tous les continents en son sein.

20. Si l'institution des droits de tirage spéciaux est de nature à améliorer les échanges internationaux, ces échanges

ne pourront véritablement être profitables aux pays en voie de développement tant qu'une solution équitable à long terme n'aura pas été trouvée au problème fondamental de la stabilisation des cours des matières premières et des produits de base. C'est là un problème d'une importance fondamentale dans le processus d'évolution des échanges internationaux, et sa solution aura des répercussions considérables sur l'équilibre économique mondial.

21. Compte tenu du fait que certains pays africains ont été victimes de dévaluations monétaires inattendues préjudiciables à leur équilibre économique et à leur planification d'ensemble, M. Rouamba pense que le moment est venu pour le Fonds d'entreprendre une étude exhaustive des effets réels des transactions monétaires dans tous les secteurs de l'activité économique et de proposer des mesures propres à en atténuer les conséquences fâcheuses. L'idée de créer une monnaie régionale à l'échelle africaine prend de plus en plus d'importance et mérite d'être examinée sérieusement. Il est urgent de déployer des efforts concertés afin de résoudre tous ces problèmes, et M. Rouamba est persuadé que le Fonds est en mesure de proposer en temps opportun des solutions possibles.

22. Le Conseil se retrouve devant l'éternel problème des rapports entre pays développés et pays en voie de développement. Cet ensemble de problèmes pourrait être abordé au Fonds avec plus de réalisme et plus d'objectivité, dans un esprit de plus grande solidarité internationale. Les vœux pieux et les vagues déclarations sur la volonté politique, pour les uns, d'aider les autres pays, et, pour ces derniers, de déployer des efforts plus soutenus pour mériter une telle aide ne suffisent plus à ce stade, et les missions d'étude qu'envoie le Fonds dans divers pays fournissent à cet égard des rapports particulièrement révélateurs.

23. En 1968 et pendant le premier semestre de 1969, l'évolution de l'économie mondiale a été marquée à la fois par une expansion rapide et par l'existence de graves déséquilibres financiers. Dans ce contexte difficile, le Fonds a enregistré des succès remarquables, ce qui prouve bien qu'il est possible de résoudre ces divers problèmes. M. Rouamba pense que bon nombre des organisations dont le Conseil coordonne les activités pourraient suivre l'exemple du Fonds et apprendre, comme lui, à s'adapter constamment à l'évolution de la situation économique mondiale.

24. M. ABDELMOUTI (Tchad) dit que les pays en voie de développement se heurtent fréquemment à des problèmes de crédit à court terme qui, s'ils ne sont pas résolus, se répercutent sur leurs plans de développement à long terme. Le système des droits de tirage spéciaux, grâce auquel le Fonds s'efforce de créer des liquidités à long terme, aura certes des conséquences importantes pour les pays en voie de développement, mais il n'en demeure pas moins que les problèmes à court terme doivent également être résolus. Le manque de liquidités entrave le commerce d'exportation, aggrave les difficultés de balance de paiements et entraîne l'adoption de mesures préjudiciables au développement à long terme, notamment des restrictions aux importations, qui ont pour effet de réduire la production. Une conjoncture déflationniste de ce genre donne lieu à des sorties de devises étrangères, à la suite desquelles il est nécessaire d'emprunter des capitaux à des taux d'intérêt élevés. Il est à

espérer que le Fonds trouvera les moyens d'aider les pays en voie de développement à s'attaquer à tous ces problèmes.

25. Le Fonds s'est déclaré opposé aux tirages qui augmenteraient ses réserves en une monnaie donnée de telle sorte que les réserves en question dépassent 125 p. 100 de la quote-part du membre effectuant le tirage. C'est pour cette raison que, en 1969, 8 seulement des 39 membres africains du Fonds ont été en mesure de tirer des montants correspondant à 125 p. 100 de leur quote-part.

26. M. Abdelmouti estime que le Fonds pourrait mettre davantage de ressources à la disposition de ses membres s'il relevait le niveau des quotes-parts, s'il assouplissait les conditions de tirage et s'il supprimait la restriction selon laquelle ses réserves dans la monnaie d'un membre donné ne peuvent pas dépasser 200 p. 100 de sa quote-part. Cette limite de 200 p. 100 se justifie dans le cas des pays où des pressions inflationnistes risquent de créer dans les pays autres que les pays emprunteurs une demande excessive. Des pressions inflationnistes de ce genre risquent effectivement d'entraîner dans les pays développés une demande excessive, mais M. Abdelmouti ne pense pas que le niveau de la demande des pays en voie de développement soit suffisamment élevé pour entraîner le processus inverse et provoquer l'inflation.

27. Il serait également souhaitable de créer un lien entre la constitution de liquidités internationales et le montant des ressources disponibles aux fins du développement.

28. M. SCHWEITZER (Directeur général du Fonds monétaire international) dit que le Fonds attache une grande importance aux avis qu'il reçoit du Conseil. Le Fonds est pleinement conscient du rôle important que doit jouer le Conseil dans la coordination des activités de tous les organismes des Nations Unies. Le Directeur général se félicite que le Conseil ait pu consacrer aussi longtemps à l'étude des problèmes du Fonds. Le rapport annuel présente un caractère particulier, étant donné qu'il a été approuvé à l'unanimité par tous les administrateurs désignés par l'ensemble des membres du Fonds. Il n'est pas surprenant que les vues exprimées au Conseil reflètent dans une large mesure les préoccupations exprimées par les gouverneurs du Fonds à la dernière réunion annuelle. Il est encourageant de noter que les vues échangées, au niveau technique, par les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales sont proches de celles qui ont été exprimées au Conseil dans le contexte plus général de la coordination des activités des Nations Unies. Les activités du Fonds doivent être menées sans fanfare, étant donné que la discrétion est de règle dans les questions monétaires. Le Directeur général note avec satisfaction que la plupart des membres du Conseil reconnaissent l'importance d'une bonne gestion financière en tant qu'instrument indispensable du développement d'ensemble. Selon lui, le Fonds a mis en place une base solide sur laquelle on peut planifier et exécuter des programmes de développement. A la veille de la deuxième Décennie du développement, le Fonds a encore un rôle de premier plan à jouer. Son objectif est de veiller à ce que le volume de l'aide au développement soit aussi important que possible, qu'elle soit fournie dans des conditions satisfaisantes et que la qualité en soit bonne. Le Fonds est disposé à prêter son concours, dans la mesure du possible, au Secrétariat de l'ONU et à la CNUCED, en vue de l'élaboration d'une stratégie du développement.

29. Le Directeur général n'entend pas répondre séparément à toutes les suggestions et observations formulées durant la discussion, mais il en a pris dûment note et elles seront soigneusement examinées par le Fonds. Il se limitera donc, pour sa part, à certaines remarques de caractère général.

30. L'entrée en fonctionnement du système de droits de tirage spéciaux a été accueillie avec une satisfaction presque unanime, bien qu'un représentant ait réservé son verdict définitif quant à la valeur de ce système. Les droits de tirage spéciaux ne sont évidemment pas une panacée et ne sauraient se substituer à de bonnes politiques nationales. Un certain nombre d'observations ont été formulées à propos de ces droits. Pour certains, du fait que la répartition est proportionnelle aux quotes-parts, les pays riches et industrialisés ont une part plus importante de droits de tirage spéciaux que les autres. On aurait pu augmenter les liquidités internationales requises en relevant le cours de l'or; cela aurait certainement permis aux pays riches plutôt qu'aux pays pauvres d'accroître leurs réserves d'or de manière appréciable. Pour d'autres, un nombre limité de pays auraient pu instituer entre eux une unité de compte à leur usage exclusif. Le mérite de l'arrangement choisi par le Fonds est de rendre le système universel : tous participent à la fois aux décisions et à la distribution. Il se peut que la distribution sur la base des quotes-parts soit imparfaite, mais elle reflète la part respective des pays dans l'économie mondiale.

31. Il importe de noter que la répartition pour la première période de trois ans représente près de 50 p. 100 des quotes-parts. Les pays faisant appel aux ressources du Fonds savent comme il est difficile d'obtenir deux tranches de crédit; le système des droits de tirage spéciaux représente l'équivalent de deux tranches et le crédit consenti n'est assorti d'aucune condition. Il convient également d'observer que, si l'on calcule ce que les droits de tirage spéciaux représentent en pourcentage par rapport aux réserves existantes, on s'aperçoit que le pourcentage est beaucoup plus élevé pour les pays en voie de développement que pour les pays industrialisés.

32. Une autre question d'intérêt général est celle du lien qu'on a proposé d'établir entre la création de ces réserves additionnelles et l'assistance au développement. Lorsque le Fonds a examiné la question pour la première fois, on pensait que ce lien était techniquement possible et économiquement praticable. Toutefois, au cours de la poursuite des débats sur le texte des amendements aux Statuts du Fonds destinés à permettre la création de nouvelles facilités, tous les amendements qui auraient permis la création d'un lien institutionnel ou organique de ce genre ont été rejetés. On a présenté des arguments pour ou contre ce lien : beaucoup de grands pays estimaient qu'il serait peu judicieux de mélanger les problèmes de la liquidité monétaire internationale et les problèmes d'aide au développement. En tout cas, le fait est qu'aucun lien organique ou institutionnel de ce genre n'existe. On a présenté un certain nombre de propositions intéressantes touchant la possibilité d'établir un lien, mais pour le moment ce lien dépendra de la bonne volonté de chacun des pays riches qui se voient allouer des droits de tirage spéciaux. Il convient de noter qu'un lien quelconque entre les allocations et l'assistance au développement n'aura de sens que s'il a pour résultat

d'amener un pays donateur à contribuer davantage qu'il ne l'aurait fait sans cela.

33. Certes, les textes en vertu desquels les droits de tirage spéciaux ont été créés ne sont pas immuables. Mais, étant donné qu'il a fallu 25 ans pour adopter le premier amendement aux Statuts du Fonds, on devra attendre vraisemblablement plus longtemps avant de voir d'autres amendements. Le Directeur général est convaincu que la mise en application du système de droits de tirage spéciaux devrait éliminer toutes les raisons qu'un pays industrialisé pourrait invoquer en arguant de ses difficultés de balance des paiements pour ne pas accorder l'assistance qu'il devrait normalement accorder eu égard à sa situation économique.

34. En agissant, on provoque souvent plus de critiques qu'en ne faisant rien. Cela est vrai également des efforts du Fonds pour contribuer à la stabilisation des cours des produits de base et des matières premières. On doit souligner que le Fonds n'a pas pour fonction de résoudre les problèmes à long terme. Ses ressources et ses statuts ne permettent pas la création d'un mécanisme pouvant offrir une base à long terme pour améliorer les termes de l'échange ou les prix des matières premières. Les réserves du Fonds étant de nature monétaire, on ne peut les immobiliser à long terme. Les Statuts du Fonds soulignent que l'emploi des ressources du Fonds doit être temporaire et que sa contribution doit se limiter au financement de stocks régulateurs aux termes d'accords pouvant assurer l'équilibre des entrées et des sorties pendant une période limitée. Une fois de plus, il est sans doute possible d'élargir l'utilisation des ressources du Fonds en amendant ses statuts, mais cette solution ne peut être envisagée dans le proche avenir. Les problèmes à long terme des cours des matières premières et des termes de l'échange doivent donc être résolus par d'autres moyens.

35. En ce qui concerne la possibilité de réviser les quotes-parts, le Conseil des gouverneurs a prié le Conseil d'administration de présenter des propositions avant la fin de 1969. On n'a pas contesté le principe d'une augmentation des quotes-parts, car il convient que les facilités en vue d'une assistance conditionnelle s'accroissent si les liquidités inconditionnelles augmentent, et le rôle de ces deux formes de liquidités est essentiel pour mieux ajuster la balance des paiements. Les formules employées tiendront compte du revenu national, des réserves et du commerce extérieur, et les fluctuations des exportations pèseront d'un grand poids. On a estimé qu'il faudrait une augmentation générale d'un montant aussi important que possible, au bénéfice de l'ensemble des pays, ainsi qu'une augmentation spéciale pour tenir compte de toute modification dans la part relative des différents pays dans l'économie mondiale. On utilisera des formules, mais on ajustera les résultats en faisant appel au bon sens. Le Directeur général donne au Conseil l'assurance que la question de la part des pays en voie de développement fera l'objet d'un très sérieux examen lors de cette révision. Il ne peut promettre une augmentation dans l'avenir immédiat, mais le problème préoccupe tous les membres du Fonds et fera l'objet de diverses études et discussions.

36. En ce qui concerne la répartition du revenu net, les Statuts du Fonds prévoient que les pays qui ont au Fonds une position de créancier reçoivent une rémunération. Bien

entendu, on peut contester ce principe, mais le Directeur général pense qu'il serait peut-être opportun d'encourager tant soit peu les pays qui acceptent que leur monnaie soit utilisée. Ce qu'ils obtiennent est assez peu par comparaison avec ce qu'ils pourraient gagner sur le marché monétaire mondial. Selon le Directeur général, cet arrangement n'a rien d'injuste. Les Statuts du Fonds ne permettent pas de transférer à l'IDA une part quelconque des bénéfices; peut-être pourra-t-on modifier cette règle un jour, mais telle est la situation présente.

37. Le Directeur général se sent rassuré car ce qu'il a entendu au Conseil montre qu'il n'existe aucune différence de philosophie entre le Fonds et le Conseil touchant l'importance de la lutte contre l'inflation et l'importance de la collaboration internationale dans le domaine monétaire et financier. Il est souhaitable d'ajuster les taux d'intérêt et certains pays devraient éliminer les causes particulières qui ont provoqué les crises monétaires de ces derniers mois. Une fois qu'un nouvel équilibre aura été établi, il sera possible de le maintenir tant que les pays continueront d'appliquer des politiques nationales saines dans le domaine économique et financier. Bien que ces derniers temps aient été très difficiles, le Directeur général est convaincu que les perspectives d'avenir dans le domaine de la compétence du Fonds justifient l'optimisme. Remerciant les membres du Conseil pour leurs observations en ce qui concerne le rapport du Fonds, il leur donne l'assurance qu'elles auront une influence sur les décisions futures que prendra celui-ci.

38. Le **PRESIDENT** propose au Conseil d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social

"Prend acte avec satisfaction du rapport du Fonds monétaire international."

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen général des programmes et activités entrepris en matière économique et sociale, en matière de coopération technique et dans les domaines connexes par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et toutes les autres institutions et agences des Nations Unies [E/4744 (vol. I), E/4744 (vol. I)/Add.1 et Corr.1, E/4744 (vol. II) et Corr.2 et 3, E/4748/Rev.1]

39. M. PATRIOTA (Président du Comité élargi du programme et de la coordination) indique que le rapport définitif du Comité élargi (E/4748/Rev.1) se compose des éléments suivants : une préface; six chapitres qui traitent de questions d'organisation, de questions générales concernant la coordination, la programmation, la planification et l'établissement des budgets; sept recommandations particulières; une liste des autres questions examinées par le Comité; une étude sur les activités opérationnelles et de recherche actuellement conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et

social; l'établissement d'un manuel des procédures et critères applicables aux demandes d'assistance technique; et sept annexes.

40. Le Comité élargi a été créé en 1966 par le Conseil économique et social, conformément à la résolution 2188 (XXI) par laquelle l'Assemblée générale demandait au Conseil de porter de 16 à 21 le nombre de membres du Comité afin d'entreprendre une étude des activités actuellement conduites par les organismes des Nations Unies, étude qui comprendrait, notamment, un tableau clair et complet de ces activités. Ce tableau figure maintenant dans le document E/4744, vol. I et II.

41. M. Patriota attire l'attention sur les recommandations qui figurent dans le chapitre III du rapport du Comité élargi (E/4748/Rev.1), à savoir qu'il faudrait créer un comité reconstitué du programme et de la coordination composé de 21 membres, prier le Secrétaire général d'établir un rapport sur les services d'ordinateurs existants et envisagés dans les organismes des Nations Unies, prier le Secrétaire général d'établir un rapport sur les organes existants qui, au niveau des secrétariats, sont chargés de fournir des services scientifiques et techniques aux organismes des Nations Unies, appliquer des procédures pour renforcer les dispositions qui régissent actuellement la coordination des programmes de travail et en particulier en ce qui concerne les renseignements fournis aux Etats Membres et aux organisations pour observation ainsi que leur transmission aux organes appropriés de l'ONU, et enfin prendre des mesures pour aider à résoudre les problèmes résultant de décisions différentes et parfois contradictoires prises par des organes intergouvernementaux ayant pratiquement la même composition.

42. A sa quarante-cinquième session, le Conseil a prié le Comité élargi d'étudier le cadre des rubriques utilisées dans le rapport du CAC sur les dépenses des organismes des Nations Unies relatives aux programmes¹, ainsi que dans le tableau complet des activités opérationnelles et de recherche du système que le Comité élargi devait présenter à l'Assemblée générale (E/AC.51/GR/L.6/Add.1). Le Comité élargi note dans le chapitre III de son rapport que certaines activités sont déjà en cours à l'ONU et qu'il est essentiel d'éviter les chevauchements. Le Comité prie instamment le Secrétaire général de faire en sorte que tout double emploi en matière d'activité fasse l'objet de consultations étroites et permanentes.

43. Le chapitre IV contient également des détails relatifs à d'autres questions que le Comité élargi a examinées sans prendre de décisions quant au fond, à savoir les effets des priorités nationales sur la planification, l'exécution et l'évaluation de programmes internationaux, l'utilisation de locaux et de moyens communs par souci d'économie et d'efficacité des activités des organismes des Nations Unies, la coordination régionale, la coordination des activités internationales relatives au milieu marin, la résolution 1408 (XLVI) du Conseil sur la coopération technique dans le domaine du développement social.

44. Le chapitre V traite de la préparation d'un tableau clair et complet des activités opérationnelles et de recherche actuellement conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social.

45. Le chapitre VI porte sur l'établissement d'un manuel des procédures et critères applicables aux demandes d'assistance technique.

46. Conformément à l'alinéa a du paragraphe 2 de la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale, le Comité a pris les dispositions nécessaires pour fournir un tableau clair et complet des activités opérationnelles et de recherche actuellement conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social. A sa première session, en septembre et octobre 1967, le Comité s'était mis d'accord sur le contenu des deux parties du rapport. Pour la première partie, le Secrétariat devait préparer un compte rendu basé sur les faits et comportant des sections sur les arrangements constitutionnels et organisationnels, sur les programmes et activités des organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social et sur les dispositions intéressant la coordination, la planification et l'évaluation. La seconde partie du rapport devait être établie par le Comité avec l'aide du Secrétariat et devait consister en une évaluation des activités des organismes des Nations Unies décrites dans la première partie, accompagnée des conclusions et recommandations du Comité élargi.

47. A sa deuxième session, en septembre 1968, le Comité a examiné le projet de texte de la première partie du rapport préparé par le Secrétariat; après une discussion préliminaire, il a prié le Secrétaire général de demander à tous les Etats Membres des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux commissions économiques régionales et aux représentants résidents du PNUD de soumettre leurs commentaires sur ce projet de rapport. Le rapport a été ensuite révisé à la lumière de ces commentaires et de ceux des membres du Comité élargi [E/4744 (vol. I), E/4744 (vol. I)/Add.1 et Corr.1, E/4744 (vol. II) et Corr.2 et 3].

48. Toutefois, le Comité a décidé de transmettre, sans le faire sien, le rapport à l'Assemblée générale par l'entremise du Conseil, le rapport devant être publié sous la responsabilité du Secrétaire général.

49. Comme il est expliqué au paragraphe 105 du rapport (E/4748/Rev.1), le Comité élargi n'a pas procédé à une évaluation systématique des activités opérationnelles et de recherche conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social. Les évaluations que le Comité a pu faire se dégagent des recommandations contenues dans son rapport. Une évaluation efficace est un processus continu, et l'on a supposé que ce serait l'une des fonctions que continuerait d'exercer le Comité reconstitué du programme et de la coordination et qu'elle serait entreprise notamment à la lumière des résultats de l'Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement et du rapport de la Commission Pearson.

50. Conformément à l'alinéa c du paragraphe 5 de la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a formulé en 1967 à l'intention du Comité un

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Annexes*, point 23 de l'ordre du jour, documents E/4501 et Add.1.

plan pour la préparation d'un manuel contenant un exposé de toutes les procédures employées pour obtenir une assistance des organismes des Nations Unies ainsi que des critères d'ordre financier et technique sur lesquels repose la fourniture de cette assistance. A sa première session, le Comité élargi avait reconnu qu'il serait très utile aux autorités gouvernementales, notamment des pays en voie de développement, intéressées par les divers programmes de coopération technique des organismes des Nations Unies de disposer d'un manuel groupant les procédures et critères relatifs aux demandes d'assistance, et avait donc prié le Secrétaire général d'établir le texte préliminaire d'un tel manuel avec l'aide du PNUD et en consultation avec les institutions spécialisées intéressées et les responsables d'autres programmes.

51. A sa deuxième session, le Comité avait été saisi d'un projet de manuel des critères et procédures relatifs aux demandes d'assistance soumises à tous les organismes des Nations Unies. Après révision de ce manuel, le Comité l'a adopté et a autorisé le Secrétariat à le publier².

52. M. GUPTA (Inde) dit que l'Inde est membre du Comité élargi et approuve généralement les recommandations du Comité, dont la plus importante est peut-être la recommandation A du chapitre III relative à la reconstitution du Comité du programme et de la coordination (CPC). Par suite de l'ampleur et de la complexité accrues des activités de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, la coordination présente de plus en plus d'importance dans le choix des priorités, l'absence de doubles emplois et l'utilisation la plus efficace des ressources disponibles. La délégation indienne est convaincue que, pour assurer une coordination efficace, il faut renforcer le CPC actuel. Le Secrétariat n'a pas pu fournir une assistance appropriée, non par manque de compétence, mais parce que le Bureau du Sous-Secrétaire général aux affaires interorganisations est surchargé de travail et ne dispose que d'un personnel très réduit et ne peut consacrer en conséquence qu'un temps limité au Comité élargi. Il en est résulté des lacunes en matière de documentation, qui ont gêné le Comité élargi dans ses travaux; c'est pourquoi ce dernier a recommandé, au paragraphe 25 de son rapport, d'engager en nombre suffisant des administrateurs d'un rang approprié pour aider le Comité dans son travail, exclusivement et en permanence. La délégation indienne attache la plus haute importance à cette recommandation, car elle est convaincue que si elle n'est pas adoptée le CPC ne pourra rien faire d'utile. Pour les mêmes raisons, le Comité élargi a recommandé, au paragraphe 23, que le Comité choisisse parmi ses membres des rapporteurs spéciaux chargés d'établir des études entre les sessions du Comité. Il est évident que des rapporteurs spéciaux membres du Comité auront des méthodes un peu différentes de celles du Secrétariat. M. Gupta est heureux de constater qu'aux paragraphes 27 et 28 on propose des arrangements de nature à instituer une coopération étroite entre le Corps commun d'inspection et le Comité élargi.

53. On notera que le mandat dont il est fait état aux paragraphes 29 à 34 est plus large que celui du précédent

CPC. M. Gupta estime que ce nouveau mandat est nécessaire si l'on veut que le Comité ne soit pas gêné dans ses travaux par une définition restreinte de son mandat. A cet égard, M. Gupta mentionne l'annexe III du rapport du Comité élargi, dans laquelle le Comité a énuméré les questions à étudier ultérieurement. Le Comité n'a pu étudier tous ces points en détail, mais la délégation indienne estime que cette énumération sera très utile au CPC reconstitué lorsqu'il établira son programme de travail. L'annexe indique les nombreuses questions apparentées que tout comité du programme et de la coordination aura à étudier et montre pourquoi il est nécessaire de donner un mandat étendu au nouveau comité. La délégation indienne espère sincèrement que le Conseil approuvera ces recommandations.

54. En principe, la délégation indienne appuie le point de vue du Comité élargi, tel qu'il est énoncé dans la recommandation E relative à la coordination des programmes et aux consultations préalables entre les institutions sur les programmes de travail, mais elle estime qu'il ne faudrait pas prendre de décision définitive avant que les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés n'aient soumis leurs commentaires sur cette proposition.

55. La délégation indienne appuie en particulier les recommandations D, F et G du chapitre III. Elle attache également une importance considérable à la question de locaux communs pour les bureaux extérieurs des organismes des Nations Unies (par. 90 à 92) et espère que le nouveau CPC, en coopération étroite avec le CCQAD et le CAC, étudiera cette question en détail et le plus rapidement possible. La proposition de Malte relative à la coordination des activités internationales relatives au milieu marin (par. 94 à 98) est bien conçue et probablement nécessaire. Malheureusement, du fait que cette proposition a été soumise tardivement, le Comité élargi n'a pu l'étudier en détail. La délégation indienne espère en conséquence que cette question, qui est à la fois importante et complexe, sera étudiée plus avant par le CPC reconstitué. En fait, l'Inde tend à approuver la proposition de Malte (par. 96) visant à constituer un comité restreint d'experts gouvernementaux qui étudierait tous les aspects de la question en vue de faire rapport, par l'intermédiaire du CPC et du Conseil, à l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session. La délégation indienne appuie la recommandation formulée au paragraphe 100 en ce qui concerne la résolution 1408 (XLVI) du Conseil.

56. La délégation indienne se félicite également de la publication du Manuel des critères et procédures applicables aux demandes d'assistance technique et elle espère qu'il sera utile aux pays en voie de développement. Conformément au paragraphe 2 a de la résolution 2188 (XXI) de l'Assemblée générale, une description des activités opérationnelles et de recherche conduites par les organismes des Nations Unies dans le domaine du développement économique et social a été établie. Ne disposant pas du temps nécessaire le Comité élargi n'a pu procéder à une évaluation systématique de ces activités. Cette évaluation constitue un processus continu et sans cesse en évolution et devrait, semble-t-il, être l'une des fonctions fondamentales du CPC reconstitué.

57. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) déclare que la délégation des Etats-Unis appuie en général toutes les

² Assistance pour le développement économique et social offerte par les organismes des Nations Unies : manuel des critères et procédures (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.69.I.23).

recommandations du Comité élargi. Celle à laquelle elle attache le plus d'importance concerne la reconstitution du Comité du programme et de la coordination. Sans l'aide d'organes subsidiaires, le Conseil ne peut s'acquitter de façon satisfaisante de deux de ses principales fonctions : l'examen du programme et la coordination. Le CPC a en conséquence été établi. Par sa résolution 2188 (XXI), l'Assemblée générale a augmenté le nombre des membres du CPC et a prié le Comité élargi d'entreprendre une étude générale des activités opérationnelles et de recherche actuellement conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social. Naturellement, en procédant à cette étude, le Comité élargi a rencontré des difficultés; ses travaux ont été néanmoins assez satisfaisants. Le tout, en outre, entreprendre une étude d'un système aussi complexe que celui des organismes des Nations Unies constitue une tâche de longue haleine; c'est pourquoi le Comité élargi a suggéré à juste titre de reconstituer le Comité du programme et de la coordination et de lui conférer un mandat combinant celui du Comité du programme et de la coordination et celui du Comité élargi. En outre, la délégation des Etats-Unis est en mesure d'appuyer la recommandation du Comité élargi relative au nombre des membres du CPC reconstitué. Le Comité serait essentiellement constitué de membres du Conseil, mais les pays non-membres du Conseil qui s'intéressent à une étude du programme et à la coordination et témoignent d'aptitudes dans ces domaines devraient avoir la possibilité de prendre part à ses travaux. Les membres du Comité reconstitué devraient donc plus ou moins être les mêmes que ceux du Comité élargi. Ainsi constitué, le Comité serait à même de poursuivre et d'étendre le dialogue entre les représentants des gouvernements et les représentants du Secrétaire général en matière de programme et entre les représentants des gouvernements et les représentants des chefs de secrétariat des institutions spécialisées en matière de coordination, dialogue qu'avait amorcé avec beaucoup de succès le Comité élargi. En conséquence, la délégation des Etats-Unis appuie la recommandation A du Comité élargi.

58. M. CHRISTIANSEN (Norvège) déclare que le rapport pourra être discuté plus en détail lorsque les gouvernements auront eu le temps d'examiner les recommandations du Comité élargi. Il se bornera au stade actuel à formuler quelques observations sur deux questions. Il lui semble, tout d'abord, qu'il est nécessaire de ne pas avoir pour l'instant d'idées préconçues sur le nombre des membres du CPC reconstitué. Il y a sans doute de bonnes raisons pour limiter le nombre des membres à 21, mais des mesures doivent être prises pour que la composition du Comité reconstitué soit équilibrée et représentative. Il serait peut-être opportun, par ailleurs, qu'avant de prendre une décision finale au sujet de la suggestion figurant au paragraphe 96 du rapport le Conseil examine le programme d'activités de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO. Les travaux ne devraient pas se chevaucher.

59. M. PATRIOTA (Président du Comité élargi du programme et de la coordination) dit qu'il s'est abstenu, en tant que président du Comité élargi, d'appeler l'attention sur telle ou telle recommandation en particulier. Néanmoins, en sa qualité de représentant du Brésil, il tient à rappeler que la délégation brésilienne a souligné devant la

Deuxième Commission l'importance qu'elle attache à la recommandation A. Le Brésil a vivement appuyé le rapport devant la Deuxième Commission et fera de même à l'Assemblée générale.

60. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que c'est sur l'initiative de deux délégations que le Comité élargi a été constitué; aucune autre délégation ne s'était montrée particulièrement enthousiaste à cet égard. Si l'on compare le mandat du Comité élargi à ses réalisations, on voit combien peu il a été fructueux. Les dépenses ont porté essentiellement sur l'établissement de documents, sur des traductions et des travaux de bureau. Un manuel des critères et procédures applicables aux demandes d'assistance technique a fini par être élaboré ainsi qu'un rapport sur les activités opérationnelles et de recherche des organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social. Mais il s'agit là de documents de peu d'importance qui prendront place parmi les publications appelées à disparaître sans laisser de trace. En fait, les renseignements que donne le manuel étaient déjà périmés avant sa parution et le document E/4744 contient toute une série d'inexactitudes.

61. La plus importante recommandation contenue dans le rapport du Comité élargi concerne la création d'un comité reconstitué du programme et de la coordination. Il est indispensable que le Conseil prenne une décision en la matière à sa présente session et saisisse l'Assemblée générale d'une résolution spécifique recommandant la création d'un comité reconstitué et en précisant la structure. Ce n'est qu'ainsi que le Conseil remplira son rôle d'organe responsable en premier lieu de la coordination. Il n'est pas nécessaire de prendre une décision à ce sujet à la présente séance; la question pourra être examinée plus avant à une date ultérieure. Ce qui importe absolument, c'est que le Conseil ne se dérobe pas à ses responsabilités en transmettant simplement le rapport à l'Assemblée générale.

62. Le PRESIDENT dit qu'il avait eu l'intention de suggérer au Conseil d'adopter le projet de résolution suivant :

"Le Conseil économique et social

"Prend acte du rapport du Comité élargi du programme et de la coordination et le transmet à l'Assemblée générale lors de sa vingt-quatrième session."

63. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que sa délégation pourra appuyer ce projet de résolution à condition qu'il soit entendu que le Conseil, en transmettant le rapport à l'Assemblée générale, n'abdique pas la responsabilité qui lui incombe pour ce qui est de décider de la structure définitive du Comité reconstitué.

64. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) est d'avis que le Conseil manquerait à sa tâche s'il ne décidait pas de la nature, de la structure et du mandat du Comité reconstitué. Il faudrait que le dispositif de la résolution contienne un paragraphe prévoyant la création, comme organe du Conseil, d'un comité analogue à celui qui est proposé dans le rapport du Comité élargi.

65. M. ORIC (Yougoslavie) dit que la délégation yougoslave appuiera un projet de résolution uniquement de procédure tel que celui proposé par le Président. Il lui serait néanmoins difficile d'appuyer sans autre discussion un texte dont un paragraphe du dispositif serait analogue à celui que propose le représentant des Etats-Unis.

66. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) propose d'ajouter au dispositif du texte lu par le Président, le paragraphe suivant :

"Souscrit de façon générale aux recommandations du Comité qui figurent dans la section A du chapitre III de son rapport et accepte de reconstituer le Comité du programme et de la coordination selon les grandes lignes qui y sont proposées, après que le rapport aura été examiné par l'Assemblée générale."

67. Selon M. AHMED (Pakistan), on ne peut attendre des membres du Conseil qu'ils souscrivent sans les discuter plus avant à toutes les recommandations du Comité élargi. Le Conseil a néanmoins le droit d'exprimer ses vues sur la recommandation concernant la création d'un de ses organes subsidiaires. Il y a lieu toutefois de relever que l'étude générale des activités opérationnelles et de recherche

conduites par les organismes des Nations Unies en matière de développement économique et social a été entreprise à la demande de l'Assemblée générale et non du Conseil et que c'est donc à l'Assemblée générale de se prononcer sur les recommandations du Comité élargi. La délégation pakistanaise pourra appuyer le paragraphe du dispositif que proposent les Etats-Unis à condition que les mots "de façon générale" après le mot "*souscrit*" soient remplacés par les mots "en particulier".

68. M. HALL (Jamaïque) propose de reporter à une date ultérieure toute décision en la matière. Le paragraphe que propose le représentant des Etats-Unis préjuge la décision de l'Assemblée générale dans ce domaine et n'est donc pas entièrement acceptable.

69. Le PRESIDENT propose que le secrétaire du Conseil examine la question avec les représentants des délégations qui ont pris part au débat et qu'il établisse le texte d'un projet de résolution révisé pour en saisir le Conseil à une date ultérieure.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 10.